Facts about immigration inquiries

CAI MI -7389





What is an immigration inquiry?

If you are a person

- seeking admission at a Canadian port of entry and you are considered to be inadmissible, or
- already in Canada and, in the opinion of an immigration officer, you have contravened the Immigration Act,

you have the right to be heard at an immigration inquiry.

If you have to appear for an immigration inquiry, you will be advised of the reason for the hearing and its date, time and place.

It is a violation of the Immigration Act not to be present for your inquiry. It is, therefore, very important to advise the Immigration authorities of any change in your address.

Inquiries are presided over by impartial Adjudicators who are trained in immigration law and related elements of civil and criminal law.

What if I want to make a refugee claim?

If you want to make a claim for refugee status, please see the pamphlet "Claiming Refugee Status in Canada".

What are my rights at an immigration inquiry?

When appearing at an immigration inquiry, you may speak for yourself or be represented by counsel — a friend, relative, lawyer or anyone else who presents evidence and makes submissions on your behalf.

The inquiry may be delayed if you need time to seek counsel. You should note that the Government of Canada will *not* cover the cost of legal fees, except under certain specific circumstances.

If you do not speak or understand English or French, you will be provided with an interpreter free of charge.

How will the inquiry proceed?

All testimony in an immigration inquiry is given under oath, and a word-for-word record of everything said is kept.

The inquiry usually follows these steps:

- the government representative (Case Presenting Officer) informs the Adjudicator of the allegations against you;
- the Adjudicator ensures that you understand why an inquiry is being held and what decisions may be reached as a result;
- the Case Presenting Officer and you (or your counsel) present evidence to support each case;
- you are usually required to answer questions;
- both parties are given the opportunity to present any additional relevant information or documents, to examine all evidence presented, and to cross-examine witnesses.

The decision

After all the relevant information has been presented, the Adjudicator makes a decision in accordance with the law.

This means you are either allowed to enter or remain in Canada, or required to leave the country. Adjudicators base their decisions solely on the information presented during the inquiry.

It is therefore in your best interests to come prepared to provide all relevant facts and answer all questions fully.

The decision and the reasons for it are made known as soon as possible, often on the same day.

Can the decision be appealed?

In certain cases the Adjudicator's decision may be appealed to the Immigration Appeal Division (IAD) of the Immigration and Refugee Board (IRB).

Should the Adjudicator's decision not be favorable, you will be immediately advised whether there is a right to appeal to the IAD. If there is a right to appeal, you will be told how to proceed.

An Adjudicator's decision may also be reviewed by the Federal Court of Canada within the context of that court's power to review the decisions of lower tribunals.

Detention

If you are considered unlikely to appear at your immigration inquiry or to be a danger to the public, you may be detained.

After being held for either of these reasons for 48 hours, you must be brought before an Adjudicator for a detention review.

During the review, the Case Presenting Officer outlines the reasons for detention. You may then present arguments in favour of your release. Based on the evidence presented, the Adjudicator decides whether to release or continue detaining you.

If a decision is made to release you, the Adjudicator also considers what kind of bond (money or other security), if any, may be required to ensure your appearance for further immigration proceedings. If you remain in detention, you must be brought before an Adjudicator at least once every seven days to decide whether detention should be continued.

If you lack satisfactory identification, or are suspected of being a security risk, you can be detained for up to seven days, after which you are brought before an Adjudicator for a detention review.

In these circumstances, detention may be continued for as long as it takes to establish your identity or confirm that you are not a security risk.

For more information on immigration inquiries please contact:

Adjudication Directorate
Employment and Immigration Canada
Place du Portage, Phase IV
Ottawa-Hull
K1A 0J9

This pamphlet explains why and how immigration inquiries are conducted. It is not, however, a legal document.

For a precise legal reference, please consult the Immigration Act and the Immigration Regulations, 1978.



Renseignements sur les enquêtes de l'immigration



Canadä^{*}

Qu'est-ce qu'une enquête de l'immigration?

Si vous êtes une personne qui :

- soit sollicite l'admission au Canada à un point d'entrée et est considérée comme non admissible,
- soit se trouve déjà au Canada et qui, de l'avis d'un agent d'immigration, a enfreint la Loi sur l'immigration,

vous avez le droit d'être entendue à une enquête de l'immigration.

Si vous devez vous présenter à une enquête de l'immigration, vous serez informé de la raison de la tenue de celle-ci ainsi que de la date, de l'heure et du lieu de l'audition.

Selon la Loi sur l'immigration, vous devez être présent à votre enquête. Il est donc très important de nous aviser de tout changement d'adresse.

Les enquêtes sont présidées par des arbitres impartiaux qui reçoivent une formation grâce à laquelle ils possèdent à fond le droit de l'immigration ainsi que les éléments connexes du droit civil et du droit pénal.

Que dois-je faire si je veux présenter une revendication du statut de réfugié?

Si vous voulez présenter une revendication du statut de réfugié, veuillez consulter le dépliant «Demande du statut de réfugié au Canada».

Quels sont mes droits?

Si vous devez comparaître à une enquête de l'immigration, vous pouvez assumer vous-même votre défense ou être représenté par un conseil (un ami, un parent, un avocat ou toute autre personne) qui produit des preuves et présente des exposés en votre nom.

Cette enquête peut être différée lorsque vous avez besoin d'un certain temps pour trouver un conseil. Le gouvernement du Canada *ne* payera *pas* les honoraires d'un avocat, sauf dans certains cas particuliers.

Si vous ne parlez ni ne comprenez le français ou l'anglais, vous bénéficierez gratuitement des services d'un interprète.

Déroulement de l'enquête

A une enquête de l'immigration, tout témoignage est produit sous serment et tout ce qui y est dit est consigné textuellement.

Voici la procédure habituelle :

- le représentant du gouvernement (un agent chargé de présenter le cas) informe l'arbitre des allégations avancées contre vous;
- l'arbitre s'assure que la personne en cause comprend la raison de la tenue de l'enquête et les décisions qui peuvent y être rendues;
- l'agent chargé de présenter le cas et vous-même (ou votre conseil) produisez chacun des preuves à l'appui de votre cas;
- vous êtes habituellement tenu de répondre aux questions;
- les deux parties ont la possibilité de présenter tous renseignements ou documents pertinents supplémentaires, d'examiner toutes les preuves produites et de contre-interroger les témoins.

La décision

Une fois qu'il dispose de tous les renseignements pertinents, l'arbitre rend une décision conformément à la Loi.

Cette décision indique que vous êtes soit autorisé à entrer ou à demeurer au Canada, soit tenu de quitter le pays. Les arbitres ne fondent leur décision que sur les renseignements fournis à l'enquête.

Il est donc au mieux de vos intérêts de vous préparer à exposer tous les faits pertinents et à donner des réponses complètes à toutes les questions.

Les intéressés seront informés dès que possible, souvent le jour même, de la décision rendue et des raisons qui l'ont justifiée.

Peut-on en appeler de la décision?

Il arrive qu'il soit possible d'interjeter appel devant la Section d'appel de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR).

Si la décision de l'arbitre n'est pas favorable, vous saurez immédiatement si vous pouvez ou non interjeter appel devant la Section d'appel. Dans l'affirmative, vous serez informé de la façon de procéder.

La Cour fédérale du Canada peut également réviser la décision d'un arbitre parce qu'elle est habilitée à réviser les décisions des instances inférieures.

La détention

Lorsqu'il y a lieu de croire que vous ne vous présenterez pas à l'enquête de l'immigration dont vous faites l'objet, ou que vous constituez une menace pour le public, vous pouvez être détenu.

Si vous avez été détenu pendant 48 heures pour l'une des raisons précitées, vous devez être amené devant un arbitre aux fins de la tenue d'une révision des motifs de détention.

Au cours de la révision, l'agent chargé de présenter le cas expose les motifs de la détention. Vous pouvez alors présenter des arguments militant en faveur de votre mise en liberté. D'après les preuves produites, l'arbitre décide si vous devez être mis en liberté ou continuer d'être détenu.

Si l'arbitre décide de vous remettre en liberté, il peut également envisager le genre de cautionnement (en espèces ou tout autre dépôt de gage) qui, le cas échéant, peut être exigé pour veiller à ce que vous vous présentiez pour les fins de toute autre formalité relative à l'immigration. Si vous continuez d'être détenu, vous devez être amené au moins une fois tous les sept jours devant un arbitre qui décidera s'il faut continuer ou non de vous détenir.

Si vos pièces d'identité sont insuffisantes, ou si l'on vous soupçonne de constituer une menace à la sécurité, vous pouvez être détenu pendant au plus sept jours; par la suite, vous devez être amené devant un arbitre aux fins d'une révision des motifs de détention.

Dans ce cas, vous pouvez être détenu aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour établir votre identité ou confirmer que vous ne présentez pas une menace à la sécurité. Si vous désirez obtenir plus de renseignements sur les enquêtes de l'immigration, veuillez vous adresser à la :

Direction de l'arbitrage Emploi et Immigration Canada Place du Portage Phase IV Ottawa-Hull K1A 0J9

La présente brochure expose les raisons de la tenue des enquêtes de l'immigration ainsi que la façon dont elles se déroulent. Toutefois, il ne s'agit pas d'un document juridique.

Pour obtenir des précisions en la matière, veuillez consulter la Loi sur l'immigration et le Règlement sur l'immigration de 1978 qui s'y rattache.